

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!



PIATAKOV, par Andréee.

L'Actualité Politique et Sociale

U^N ministère Painlevé a terminé ses jours, un autre cabinet Painlevé a commencé les siens, que l'on s'accorde généralement à prévoir peu nombreux. Une crise ministérielle a été résolue, une autre crise gouvernementale apparaît déjà virtuelle. Et la crise financière gagne chaque jour en profondeur et en complexité.

La France est engagée dans des contradictions économiques déterminant une crise de régime insoluble par les moyens « ordinaires », une crise non seulement gouvernementale et financière, mais bien politique et sociale.

La prospérité du capitalisme français se trouve en fonction de l'appauvrissement de l'Etat. La bourgeoisie est assez experte en l'art de s'enrichir pour savoir se procurer de gros profits immédiats mais pas assez clairvoyante pour s'assurer la stabilité de ses richesses, à longue échéance. Elle satisfait sa voracité mais non sa sécurité. Et de temps en temps, à intervalles de plus en plus rapprochés, les crises lui rappellent la précarité de sa quiétude.

Jusqu'à présent, elle s'est tirée d'affaire dans une faible mesure, grâce à l'exploitation de l'Allemagne vaincue, mais surtout grâce au crédit américain et anglais et à de lourdes hypothèques sur les ressources publiques. Mais l'accumulation des expédients ne constitue pas une solution. La crise s'aggrave en persistant.

Il s'agit, encore et toujours, de payer les frais de la guerre. On sait maintenant, ou l'on croit savoir, ce que l'Allemagne peut verser. On sait aussi que ni l'Angleterre, ni les Etats-Unis, ne sont disposés à renoncer à leurs créances. Il y a des dépenses urgentes à couvrir : qui paiera ?

Nous assistons à une lutte entre la bourgeoisie, représentée par l'ancien Bloc national, et la petite bourgeoisie renforcée de nombreux ouvriers, représentée par le Bloc des gauches, qui s'efforcent de rejeter l'une sur l'autre le fardeau principal. C'est une lutte sociale, déterminée par une pression économique, et qui se livre, naturellement, sur le terrain politique, — tant il est vrai que toute lutte de classe est une lutte politique. Cette lutte se complique du double mode de représentation parlementaire, soi-disant nationale, la bourgeoisie ayant la protection du Sénat, la petite bourgeoisie disposant de la majorité de la Chambre, mais ni l'une ni l'autre n'ayant la force d'imposer sa volonté. La Constitution conservatrice s'avère un obstacle qu'il faudra briser à brève échéance si une partie des privilégiés ne se résout pas à céder. Même des socialistes parlementarisés et « assagis », comme Compère-Morel et Paul Faure, ont dû récemment reconnaître la néces-

sité du recours à l'illégalité, aux moyens révolutionnaires.

Devant cette lutte entre les deux grandes forces de la bourgeoisie, la force conservatrice et la force réformatrice, que devient la troisième force, celle du prolétariat, destinée à l'intervention décisive en vertu de son essence révolutionnaire correspondant à des rapports économiques donnés ? Elle est pour ainsi dire passive, et son rôle est négligeable. Une petite agitation de surface, que ses meneurs essaient d'entretenir, ne peut donner le change : le prolétariat ne joue pas sa partie dans la bataille engagée. Il ne la joue pas parce que ceux qui prétendent exprimer ses aspirations, représenter ses intérêts, encadrer ses effectifs, guider son action, *ne comprennent rien à la situation*, aux perspectives, aux rapports de forces, aux conceptions théoriques et tactiques du prolétariat révolutionnaire. Et les dirigeants du Parti communiste ne comprennent rien de tout cela parce qu'ils ne sont pas communistes.

C'est entre la bourgeoisie et le prolétariat que le combat principal devrait se livrer, s'il existait un parti de la classe ouvrière, non pas parfait, mais du moins conscient de sa mission. La petite bourgeoisie n'est, historiquement, qu'une catégorie sociale composite toujours oscillante, qui hésite en permanence entre deux classes bien distinctes, qui renforce tantôt l'une, tantôt l'autre selon ses besoins économiques immédiats et l'influence que l'une ou l'autre classe sait prendre sur elle. Sans doute, il est des périodes historiques où la petite bourgeoisie peut exercer un rôle prépondérant, comme cela s'est vu et se voit encore en France : mais aujourd'hui, alors que le poids spécifique des petits et moyens paysans est considérablement amoindri, la force du Bloc des gauches lui vient principalement des contingents ouvriers qui suivent le Parti socialiste. Et au lieu de voir une classe ouvrière, avec son Parti communiste et ses syndicats révolutionnaires, entraîner les « classes moyennes » dans sa lutte contre le capitalisme, nous voyons les « classes moyennes » entraînant la majorité des ouvriers dans sa politique sans audace de défensive, de concessions, d'atermoiements, — cependant que l'avant-garde prolétarienne, déçue du communisme par la faute du Parti, est désorientée et retombe dans la passivité.

Ce qui reste d'éléments sérieux dans le Parti ne va-t-il pas se rendre compte enfin de la nécessité urgente d'un examen de conscience, d'une révision des conceptions en honneur depuis la prétendue « bolchévisation », d'une constatation sincère du bilan des deux dernières années, d'un retour aux méthodes d'apprécia-

tion, d'analyse, d'organisation qui avaient assuré à l'Internationale communiste son essor des cinq premières années ? Est-ce fini de la croyance mystique dans la révolution imminente quand tout démontre que l'imminence n'est qu'illusion ? Est-ce fini de la condamnation sommaire et globale de toutes les forces sociales et politiques du pays autres que le communisme, comme « fascistes » ? Est-ce fini de la prétention d'une poignée de révolutionnaires de se séparer d'une masse travailleuse de plus de dix millions d'êtres sous prétexte de « faire l'éducation » de celle-ci ? Est-ce fini des mots d'ordre ridicules, prétentieux, anachroniques, que personne n'écoute, que personne ne suit ? Est-ce fini de ce régime odieux de centralisme bureaucratique qui vide le Parti, écœure les ouvriers, et nous vaut le mépris du prolétariat ?

Si ni l'Internationale, ni un courant conscient du communisme français ne se décident à mettre un terme, dans un bref délai, aux déviations et aux dégénérescences qui ont fait de notre Parti une secte misérable, incapable de prendre la tête du prolétariat dans les luttes engendrées par la crise sociale et politique présente, il faudra des années pour remédier plus tard au déclin du communisme en France.

LE dernier manifeste du Parti Communiste, publié à l'occasion de la crise financière, marque un incontestable progrès, à ne considérer que la forme, sur les documents de cette sorte parus depuis bientôt deux ans. Mais quant à la forme seulement. Pour le fond, c'est encore un texte bien médiocre, bien dépourvu d'esprit révolutionnaire, où les ouvriers ne trouveront ni l'analyse de la situation qu'ils attendent, ni l'indication d'une politique à longue portée, — et qui met en avant, sinon les mots d'ordre ahurissants d'hier, du moins des revendications dont la plupart sont incohérentes.

On a renoncé au fameux contrôle *ouvrier* sur les banques, ce qui est un progrès, comme au « tribunal révolutionnaire » et à d'autres trouvailles de même farine. Mais on a trouvé le « monopole d'Etat (d'Etat bourgeois !) du commerce extérieur », « l'annulation des dettes extérieures », sans compter le « contrôle ouvrier et paysan de la production et des opérations de vente et d'achat (pas moins) par les conseils d'entreprise et de paysans travailleurs » (lesquels, d'ailleurs, n'existent pas !)

Mais le plus beau, c'est le rôle énorme joué dans tout cela par « les petites gens » chères à Marcel Cachin...

En réalité, le manifeste démontre une fois de plus que les véritables *petites gens* sont les gens qui discréditent le Parti Communiste, à savoir ses dirigeants.

Boris Souvarine.

Le "Bulletin" et la Presse

Le *Bulletin Communiste* est un organe d'études et de critique marxistes sérieuses, qui ne vise pas à l'effet, ne cherche pas le scandale, méprise le tapage, évite le bluff. De plus, notre pauvreté ne nous a pas permis de reparaitre avec éclat : l'envoi de quelques milliers de spécimens aux adresses dont nous disposons, quelques centaines d'affiches de kiosques annonçant le numéro 1 mais la plupart annulées par la pluie et dont quelques-unes ont été apposées sur des murs, — tel fut notre lancement.

Et malgré tout, le *Bulletin* est loin d'avoir passé inaperçu. Plusieurs journaux lui ont déjà consacré des commentaires et en ont cité des extraits. (Et nous avons reçu, de France et de l'étranger, un nombre respectable de lettres d'encouragement.)

M. Buré, directeur de l'*Eclair*, qui nous a toujours témoigné une attention curieuse, à défaut d'une bienveillance que nous nous flattons de ne pas mériter, nous consacrait son éditorial du 1^{er} novembre. Il en profita pour réitérer son *detenda Carthago* à l'endroit de ce qu'il appelle le kerenskysme français, lisez le Bloc des Gauches. Nous aurons l'occasion de parler du prétendu kerenskysme cher à M. Buré et... aux néo-léninistes de 1924, dont la rencontre singulière mérite d'être signalée dès maintenant.

L'article de M. Buré a inspiré un obscur apprenti des questions sociales, employé au *Nouveau Siècle* de Georges Valois, Hubert Bourgin, Philippe Barrès et Cie, et qui n'a comme conseiller que le peu recommandable Pierre Dumas, ex-secrétaire du syndicat de l'habillement passé au nationalisme antisémite. Les gens du *Nouveau Siècle* ont la prétention de chausser les bottes des fascistes italiens, dont ils singent, pour l'heure, le vocabulaire, faute de pouvoir en accomplir les gestes meurtriers. Inutile de dire combien nous sommes honorés de leurs appréciations peu amènes, dont la lecture nous rappelle étrangement celle de l'*Humanité*.

Et puisque le nom de l'ancien journal communiste, devenu celui d'une coterie petite-bourgeoise, social-démocrate mélangée d'hermétisme, vient sous notre plume, constatons que l'*Humanité*, une fois de plus, s'est montrée sans rivale pour la malhonnêteté et la déraison, imaginant une ahurissante histoire de titre, de loi bourgeoise, de loi communiste, qui a mis dedans le *Temps* lui-même, peurlant expert en matière juridique.

Le *Temps*, dans son article de première page du 8 novembre, réédite quelques légendes sur le rédacteur du *Bulletin* et ses prétendues excommunications d'antan (ils y tiennent !) et discute gravement, tout en s'es-sayant au badinage, la question du titre, croyant à l'existence d'un second *Bulletin Communiste* appartenant au Parti, sur la foi de l'article incohérent de l'*Humanité* écrit visiblement par un détraqué.

Le *Peuple* se borne à épingleur en manchette, à deux reprises, des extraits du *Bulletin*. Puisse-t-il persister dans l'excellente habitude de reproduire notre prose communiste, surtout quand elle sera consacrée aux agissements des syndicalistes d'union sacrée... Un autre journal de fonctionnaires syndicaux, la *Vie Ouvrière*, qui fut autrefois révolutionnaire et n'est plus qu'hervétiste, nous gratifie d'un commentaire signé Herlet. Celui-ci se plaint d'une différence de « ton » entre la *Révolution Proletarienne* et le *Bulletin*. Depuis quand la monotonie est-elle un idéal ? A remarquer qu'il s'agit du même Herlet qui, se décidant en 1924 à adhérer au Parti sur les instances du rédacteur du *Bulletin*, se réclamait du parrainage de... Monatte et de Dunois.

Et quel temps fut jamais si fertile en... surprises ?

On nous a encore signalé un article de *Paris-Sotr*. Mais nous n'avons pas les moyens d'acheter des journaux aussi dépourvus de... substantifique moelle. Et l'*Argus* semble bien nous laisser tomber.

A propos des Paysans

Il serait injuste de le nier : depuis un an, le Parti Communiste a parlé beaucoup des paysans. C'est bien plus facile que de parler aux paysans ou de les faire parler. C'est plus facile et aussi plus dangereux, car on risque de parler dans le vide, faute de connaître assez la question.

Cette méconnaissance a été fréquente et nous voudrions essayer de dire pourquoi.

En dehors des quelques militants qui dirigent le Conseil Paysan et de certains rédacteurs occasionnels de la *Voix Paysanne*, nos camarades ne connaissent presque rien du problème agraire et l'aide qu'on leur apporte pour les éclairer n'est pas suffisante.

Des statistiques sur la propriété en France, assez souvent périmées, deux ou trois brochures trop minces et de courtes monographies régionales dont trop souvent il ne se dégage aucun enseignement ne suffisent pas à former des militants locaux, à les pousser à l'étude et à la réflexion qui sont seules capables d'aider à comprendre le paysan dont la situation est si variée et si complexe.

Nous dirons même qu'on empêche cette formation d'observateurs, de militants campagnards, de journalistes occasionnels et nous en accusons le manque de méthode et le verbiage de nos touche-à-tout pressés et autoritaires.

Niant bruyamment tout ce qui s'était fait avant eux, nos bolchévisateurs ont eu l'air de découvrir avec éclat la paysannerie, en quoi l'on nous accordera bien qu'ils exagéraient quelque peu. Ils sont même partis à sa conquête avec cet élan naïf des enfants qui jouent à la guerre. L'intention était bonne, pourvu qu'on ne prit pas ses désirs pour des réalités. La manière, elle, l'était moins.

Ils ont cru qu'il suffisait de projeter sur le plan français l'idée nécessairement abstraite que se fait du paysan l'Internationale qui, elle, parle pour l'univers entier. Je ne suis pas bien sûr qu'ils n'aient pas pris à la lettre, à l'usage du paysan français d'avant la Révolution, ce que le Parti Russe a dit de ses propres paysans, une fois la Révolution faite. Le « trotskysme » est venu, lui aussi, s'en mêler, ce qui a donné lieu à plus d'une parade oratoire sur ce sujet évidemment pressant et capital, posé sous cette forme : faut-il surestimer, sous-estimer ou estimer à son juste prix la paysannerie ?

Quand on a dû parler du paysan français, c'a été d'un paysan presque aussi abstrait que le *paysan mondial*. Cela vient d'une méconnaissance foncière de sa condition.

**

Qu'il soit métayer, fermier ou petit propriétaire, le paysan ne peut être assimilé tout à fait à l'ouvrier, en ce sens qu'il est moins exposé que l'ouvrier aux crises économiques. En effet, si le travailleur de l'usine peut être

jeté sur le pavé par un chômage sérieux, le paysan, qui, lui, est *producteur* des denrées alimentaires essentielles, est au moins sûr, quoi qu'il arrive, de ne pas mourir de faim. Et ainsi, au moins dans nos pays d'Occident, cette chose simple mais capitale, manger, ne l'inquiète pas pour l'avenir. Il est un peu protégé, par suite moins enclin à la révolte.

Ce qui peut l'inquiéter, c'est qu'il n'est pas seulement producteur de denrées, mais aussi qu'il vend pour le monnayer le surplus de sa consommation et de sa semence, c'est-à-dire qu'il est *commerçant* : Comme tel, il a profité et profite encore de la plus-value des produits agricoles consécutive à la guerre et qui s'est relativement stabilisée. C'est par là surtout, en tant que tributaire du marché, qu'il subit les répercussions de la vie moderne et l'on sait qu'elle lui a été, sur le plan économique, généralement favorable puisque sa situation s'est améliorée depuis 1914. C'est par là, en tant que vendeur, acheteur et un peu rentier, que le paysan est vulnérable, sensible à la baisse, grisé par la hausse, avec au fond de lui, cette crainte lointaine et obscure de la banqueroute.

On peut lui faire comprendre qu'il est victime des capitalistes et des intermédiaires de toutes sortes, marchands d'engrais chimiques et de machines, courtiers acheteurs et vendeurs qui s'enrichissent à ses dépens. Mais il y a la contre-partie.

Commerçant, le paysan acquiert, bien entendu, l'esprit commerçant, c'est-à-dire qu'il calcule, qu'il a soif de bénéfices, non plus comme jadis pour épargner et se débattre contre la misère ou s'acheter un peu de terrain, mais pour améliorer sa vie matérielle et pour devenir rentier. Pour acquérir cette sorte de marge sociale qu'il se donne, il met en œuvre un certain esprit de risque, mais aussi ce petit capital dont il dispose et qu'il veut grossir et conserver lui donne une mentalité conservatrice qui brise l'élan social qu'il pourrait avoir par tempérament.

Qu'on ne vienne plus faire état d'un antimilitarisme prétendu qui lui serait particulier comme une résistance native à la guerre le rendant plus accueillant à notre propagande. Il a, lui aussi, marché au son du canon comme les autres travailleurs et s'il a grogné au front, il s'est remis au travail bien sagement et des inclinations changeantes et de surface pour les gouvernements de droite et de gauche n'indiquent nullement que la guerre lui ait laissé un instinct de révolte. Son manque d'éducation politique, son isolement, vouent malheureusement à l'impuissance son désir de travailler en paix. Ce n'est pas en vain que la religion de la nation armée, ainsi que le culte onéreux qu'on lui voue, abrutissent depuis cinquante ans les masses des travailleurs.

Qu'on ne fasse pas non plus état de ses charges de contribuable pour le dresser contre les impôts nouveaux, car on sait fort bien qu'heureusement pour lui d'ailleurs, il ne paie qu'un chiffre dérisoire d'impôts purement fonciers, bien moins frappé en cela que les petits commerçants, les classes moyennes et certains ouvriers. Quand nous disons moins frappé, nous voulons dire à revenu égal.

Ainsi, nous avons à toucher un petit paysan qui nous échappe trop. N'est-ce pas commettre une erreur profonde que d'aller à lui comme à une victime des temps que nous vivons, de cette crise agraire dont on nous menaçait l'hiver dernier ? Subjectivement, il se considère en son for intérieur comme le bénéficiaire d'une ascension économique en grande partie réelle, mais bien méritée en tout cas. On commet, croyons-nous, pour le paysan, l'erreur que l'on commet au sujet de la situation générale. Ne voulant pas, nous dit-on, sous-estimer la paysannerie, *on surestime l'inquiétude révolutionnaire du paysan.*

Nous irons même plus loin. Nous ne craignons pas de dire que le véritable prolétariat rural des manœuvres, journaliers et domestiques n'est pas sans voir actuellement, fort heureusement pour lui, ses gains s'améliorer. Le simple jeu de l'offre et de la demande suffit à l'expliquer : il est de plus en plus difficile de se procurer de la main-d'œuvre agricole dans les campagnes en dépeuplement, et on la paie plus cher. Voilà pourquoi beaucoup de ces journaliers gagnent à la campagne, durant la saison des travaux, des salaires supérieurs à ceux de bien des ouvriers ou employés des petites villes.

*
**

On ne manquerait pas de nous taxer d'un véritable défaitisme révolutionnaire si nous laissions cette impression que les campagnes françaises jouissent actuellement d'un bien-être notoire. Nous nous attendons d'ailleurs à un reproche de ce genre, car nous nous rendons fort bien compte que le sens des nuances et de la mesure n'a rien de commun avec la « bolchévisation ».

L'esquisse que nous avons tracée a surtout pour but d'aider à se représenter l'idée que le paysan se fait de sa condition. Il peut se croire plus heureux qu'avant la guerre, il peut s'isoler dans son égoïsme et redouter une Révolution qui viendrait, croit-il, détruire sa quiétude et disperser ses économies, cela est comme le reflet moral de sa condition matérielle et nous ne devons pas en être surpris. Nous devons même nous attendre à le voir encore accueillant aux illusions démocratiques du progrès sans frais, car elles plaisent à son individualisme foncier et elles ne lui font pas violence.

Mais un parti révolutionnaire a, lui aussi, son mot à dire. Il faut qu'il arrache les petits paysans à leurs préjugés, il faut qu'il les éclaire sur ce qu'est, objectivement, leur condition. Il doit leur montrer en quoi ce bien-

être qu'ils ont atteint est quelque chose de tout relatif et cette tâche serait très simple quand il s'agirait des petits paysans de certaines régions de la France dont le niveau de vie et les moyens techniques sont encore très bas, par rapport à ceux de régions beaucoup plus évoluées. Ces paysans ne seraient pas insensibles à la comparaison.

Il faut les prendre par où ils sont vulnérables, par leur qualité de commerçants occasionnels et leur montrer comment ils sont exploités, en tant que vendeurs et acheteurs, par le capitalisme et ses agents. Il faut, si l'on y a réfléchi, leur montrer ce que le communisme peut leur offrir, la suppression de ces intermédiaires voraces et de meilleures conditions de travail.

D'une façon particulière, il faut s'adresser aux groupes les plus exploités du prolétariat agricole, manœuvres, domestiques, métayers, fermiers pauvres (car il y a des fermiers riches) et petits propriétaires, non pas pour les confondre, catastrophiquement, dans la catégorie des misérables, mais pour étudier et défendre, comme on a cherché à le faire pour les métayers, leurs revendications spéciales qui ne manquent pas et qu'il ne faut pas noyer dans un verbiage démagogique.

*
**

Il ne suffit pas d'une paire de lunettes noires et d'une série de mots d'ordre extensibles à loisir. Tout n'est pas en effet dans n'importe quoi. D'ailleurs, le paysan n'est pas armé pour saisir en une fois ces mots d'ordre emboîtés l'un dans l'autre. Il a l'esprit plus positif que cela, il veut être persuadé preuves en mains et manque même singulièrement de cette générosité sociale qui fait confiance. Il est même assez incrédule et nous ne pensons pas qu'il croie d'emblée que son adhésion au Parti ou au « Conseil Paysan » mettra fin d'un coup à ses misères.

C'est pourtant ce qu'on lit dans notre presse communiste de province dont les rédacteurs bénévoles ont si bien pris le mauvais pli des dirigeants qu'ils ne sont presque plus capables de nous dire des choses précises, de nous donner des renseignements objectifs sur leur propre vie, si forte est leur tendance à verser dans l'à peu près et l'exagération.

Ainsi, trop d'abstraction et d'exagérations, pas assez de volonté de s'informer, abus du verbiage et encouragement au verbiage. Tels sont les défauts les plus visibles de la propagande très difficile auprès des paysans.

Le goût du travail, une documentation sérieuse, pour chaque région, sur la vie des paysans de chaque catégorie, l'analyse des situations particulières, la confrontation du paysan avec d'autres paysans de groupes ou de pays différents, pas trop d'ambition dans les causeries et les articles, moins de dogmatisme ahurissant, moins d'illusions. Voilà des remèdes qui n'ont rien de spécifiquement communiste puisqu'il ne s'agit pas d'autre chose que de connaître ce dont on parle...

Un Communiste.

Souvenirs et Mémoires révolutionnaires

Notes autobiographiques

II. — LA REVOLUTION DE 1905

(Suite)

Je n'étais pas d'accord sur l'appréciation du rôle joué par le libéralisme bourgeois en Russie et estimais que « l'entente » ou la collaboration de quelque nature qu'elle fût avec la bourgeoisie constituait une erreur.

De leur côté, mes frères d'armes flairaient dans mes écrits une senteur de « phraséologie bolchéviste »; mon article sur le Congrès de Mulheim (1906) provoqua même des reproches; on y vit une déviation vers le « syndicalisme », quoique cet article fût écrit sous l'influence de Rosa Luxembourg, après un intime échange de vues avec elle. Ce qui me rapprochait des menchéviks, c'est qu'ils voyaient dans les syndicats et les cercles ouvriers d'éducation une école d'action pour la classe ouvrière, tandis que chez les bolchéviks, la tactique « d'utilisation » n'était pas encore liquidée. Cette tactique-là n'avait pas mon approbation. A Mulheim, la discussion entre Plekhanov et Potressov consolida ma conviction que la position de Plekhanov était la bonne. Et dans la question agraire aussi, je partageais entièrement le point de vue de Maslov sur la « municipalisation » des terres contre la « nationalisation » défendue par les bolchéviks.

A partir de l'automne 1907, j'aborde franchement l'œuvre d'organisation des ouvrières à Pétersbourg. Le groupe d'ouvrières constitué au printemps 1907 devint le noyau principal avec lequel je commençai le travail. Ma tâche était de toucher, de secouer la grande masse laborieuse des femmes. L'organisation des meetings devenait de plus en plus difficile à mesure que la réaction, après la dissolution de la 2^e Douma et l'arrestation de la fraction social-démocrate, devenait plus forte et plus insolente. Il était extrêmement difficile d'accéder à la grande masse des femmes par le travail légal. Il ne restait qu'à militer dans les syndicats mais ce travail aussi ne touchait qu'un nombre assez limité d'ouvrières déjà plus conscientes.

Nous décidâmes alors d'ouvrir un cercle légal d'ouvrières au nom inoffensif de « Société de Secours Mutuels des Ouvrières ». Rue Ligovka se trouvait le local du syndicat du textile — notre principal appui — et là siégeait souvent le « Bureau Central des syndicats ». Le syndicat du textile, de même que le « Bureau Central », étaient presque entièrement menchéviks. Cependant, nous avions décidé de placer notre cercle « hors des fractions »; nous y attirâmes les bolchéviks et insistâmes pour qu'il fût reconnu par le Comité du Parti. Nous nous procurions par nos propres moyens les ressources nécessaires à l'existence du cercle.

L'histoire du cercle est si intimement liée à cette période de ma vie qu'en cherchant à établir maintenant les résultats de mon activité pendant l'hiver 1907-1908, toutes les étapes de son fonctionnement, toutes les difficultés, tous les obstacles et les discussions surgis autour de lui me reviennent à la mémoire.

Le cercle comptait 200 à 300 ouvrières exerçant les métiers les plus différents. Il était ouvert chaque soir. La me souviens de son inauguration à laquelle assistait Vera Zassoulitch. J'étais d'une humeur particulièrement heureuse. C'était pour moi une joie de voir que nous étions parvenues tout de même à écar-

ter les innombrables obstacles dressés par la police et que, non seulement nous avions réussi à obtenir l'autorisation pour l'adoption de nos statuts dans un très court laps de temps (un mois et demi à peine), mais aussi à intéresser les ouvrières à notre initiative. La camarade Zassoulitch ne partageait pas ma joie et paraissait même condamner notre œuvre comme une « création inutile », divisant les forces du Parti.

Vers le printemps, le cercle devint un peu moins cohérent. Un groupe demanda que toutes les « intellectuelles », dont un grand nombre travaillait en qualité de bibliothécaires, de conférencières, etc., fussent rayées de la liste des membres. D'autre part, une partie des camarades n'approuvait tout de même pas encore notre « séparatisme » et était prête à voir dans notre cercle une déviation vers le « féminisme ».

Ne voulant pas dépasser mes forces en vain dans des polémiques stériles, et fermement convaincue que la ligne par moi suivie était la bonne, je quittai le cercle, sans abandonner mon travail de militante pour cela. Je commençai seulement à chercher d'autres formes à sa manifestation. Ce même hiver, je dus de nouveau entrer en relations plus suivies avec les camarades finlandais. Je fis paraître une brochure : *La Finlande et le socialisme* (plus tard consignée) et, au début de 1908, une série d'articles sur le nouveau système électoral en Finlande. Comme les rapports entre Finlande et Russie étaient à l'ordre du jour, on me fit entrer, comme spécialiste dans cette question, à la commission de la fraction social-démocrate de la 3^e Douma.

III. — PENDANT LA REACTION

La réaction prenait le dessus. Le travail légal du Parti se concentrait presque exclusivement autour de la fraction de la Douma. Les syndicats et les cercles d'éducation étaient menacés de fermeture. Les forces dirigeantes du Parti avaient soit émigré à l'étranger, soit passé au travail illégal. Arrestations, perquisitions, déportations caractérisent cette sombre période. Mais la vie publique éveillée parvenait tout de même à se faufiler sous les fourches caudines du tsarisme. A l'abri de différents pavillons politiquement inoffensifs se réunissaient des Congrès où, sous des formes cachées, le mécontentement général cherchait à s'extérioriser et où le mot d'ordre du régime démocratique revenait inévitablement comme un leitmotiv. A ces Congrès nous formions notre propre groupe ouvrier et agissions d'habitude avec cohésion, en nous concertant préalablement dans nos fractions du Parti, afin de ne pas donner en face d'ennemis l'impression d'une division intestine trop marquée.

Bien souvent, il m'échappait de prendre la parole à ces Congrès au nom du groupe ouvrier. Mais ma préoccupation principale était d'encourager les ouvriers à prendre la parole eux-mêmes, de les aider à se préparer à cet effet, d'éveiller leur pensée. J'ai conservé, longtemps après ces Congrès des liens idéologiques et personnels avec de nombreux camarades, jeunes ouvriers. Un ouvrier, plein de promesses, était alors le métallurgiste Yatykevitch, peu à peu détaché de nous malheureusement, dans l'émigration; un autre encore était Kamenev, mort de tuberculose peu après, ainsi que le secrétaire du

Textile Gricha. Aucune ouvrière, par contre ne se fit remarquer, et cependant combien ai-je vu de remarquables types féminins aux fabriques, usines et ateliers!

La question de l'entrée de grandes masses dans le mouvement de leur éducation pour la révolution, de leur participation à la lutte devant, avec la victoire du socialisme, changer radicalement la situation de la femme, voilà ce qui continuait à être le but principal de mon activité.

Au printemps de 1908, on apprit que les égalitaires bourgeoises s'apprétaient à convoquer à Pétersbourg, pour l'automne, un Congrès païrusse de femmes. Avec l'approbation des membres du Comité du Parti, dès le printemps 1905, je commençai une préparation de ce Congrès.

Toutes les séances préalables avaient lieu à mon domicile. L'idée que les femmes social-démocrates et les ouvrières allaient participer au Congrès féministe en formant un « groupe d'ouvrières » spécial, fut accueillie avec hostilité par nos camarades femmes mêmes, bolchévistes comme menchévistes. Les unes voyaient là une « déviation vers le féminisme » les autres une déviation vers l'entente avec les partis bourgeois. Il fallut soutenir une lutte particulière contre le Comité du Parti, surtout contre Vera Sloutzki. Mais comme j'estimais que la participation des ouvrières au Congrès, le fait qu'elles y proclameraient leur propre programme, y apporteraient leurs résolutions et liraient même une déclaration, aurait une importance éducative énorme pour les masses prolétariennes féminines, et comme dans la préparation du Congrès j'espérais beaucoup pour la propagande socialiste, je décidai d'agir coûte que coûte et, en m'appuyant sur le syndicat du Textile (plus tard sur le Bureau central des Syndicats), je fis mon travail préparatoire. Divers membres du cercle: Antonovna, du Textile (bolchéviste), Solovieva, de l'Habillement (bolchéviste), Märfroucha (menchéviste), Kouvschinskaïa (1) (menchéviste), et d'autres encore m'y aidèrent. Au début, le travail se faisait d'une façon assez primitive. La liaison entre les ouvrières et nous manquait. Et cependant, notre tâche exigeait d'aller au plus profond de la masse des femmes, à la remuer, à la secouer, à éveiller son initiative.

Par suite d'une grève dans le quartier de Viborg, nous convoquâmes de nouveau un meeting à la maison Nobel; les ouvrières y vinrent en très grand nombre, mais la police ne nous laissa pas achever le meeting. Malgré cela, les ouvrières partirent sous une assez bonne impression et nous pûmes établir un contact vivant. Comme il devenait de plus en plus difficile d'organiser les réunions et que les ouvrières se méfiaient encore des réunions illégales et n'y assistaient pas volontiers, nous imaginâmes un moyen d'excitation en exploitant les « fêtes de famille ». Une ouvrière consciencieuse convoquait chez elle ses amies et camarades pour fêter son jour de naissance par exemple, et, à la fête, venait une de nos propagandistes devenue pour la circonstance l'« amie » de l'hôtesse. En mangeant le gâteau de fête ou le hareng aux oignons, on amenait la conversation sur le prochain congrès des femmes. L'auditoire prenait d'ordinaire de l'intérêt à ce sujet et les ouvrières finissaient par nous demander de revenir pour leur en « parler » encore et pour les « instruire ».

La nouvelle du prochain congrès fit rapidement le tour des ateliers et, grâce à nos efforts, les ouvrières prirent une attitude hostile à l'égard des égalitaires et commencèrent à s'intéresser au Parti. Aux meetings légaux préparatoires des égalitaires, nos

ouvrières venaient en un « groupe compact » pour « faire du scandale » et manifester leur absence de solidarité avec les bourgeois.

A cause de cela, les féministes me haïssaient encore davantage, comme l'inspiratrice de ces « actes crapuleux ». La haine des égalitaires bourgeois à mon égard était si grande que lorsqu'il me fallut aller pour affaires chez une femme très connue dans le mouvement féminin, Anna Pavlovna Filossova (mère de l'écrivain D. Filossov), celle-ci, dès que je fus sortie, fit paraître des signes de croix sur tous les coins de la chambre, afin d'en chasser l'« esprit révolutionnaire nocif ». Une autre fois, je dus organiser, pour rentrer dans nos frais de préparation du congrès, une conférence payante. Nous disposions de peu de monde pour l'organisation, je dus moi-même porter les « billets d'honneur », dont la vente devait constituer la plus grosse partie de la recette. Mais la femme du professeur Savitch, caquette, ne sachant pas que c'était moi en personne qui lui remettait le billet, commença à s'indigner violemment et à se demander à haute voix pourquoi l'« asile » (l'« asile » nous donnait son « pavillon ») organisait une conférence de cette « horrible Kollontai ». Finalement, elle refusa catégoriquement de prendre le billet, mais donna de l'argent « au profit de l'asile ».

Simultanément, je travaillais en 1908 à mon livre: *Les bases sociales de la question féminine*. Son édition n'alla pas toute seule. Il fallait le faire paraître pour le congrès, fixé en décembre, et il ne fut achevé qu'en septembre. Il ne fut pas du goût de tout le monde. Mes camarades du Parti trouvaient qu'il était décidément écrit dans un « esprit bolchéviste » et me proposaient certaines modifications, ce à quoi je me refusai catégoriquement, surtout en ce qui concernait les passages où je disais nécessaire de condamner toute collaboration ou même entente temporaire avec la bourgeoisie.

La maison d'édition *Znanie* s'engagea à faire paraître le livre, mais au préalable il fallut l'envoyer à Gorki, alors à Capri, pour qu'il l'examinât. Quelque chose retarda le manuscrit en cours de route; au retour je croyais déjà mon travail perdu (je n'en avais pas la copie et il était écrit entièrement à la main), mais en novembre, le manuscrit fut de retour et en raison de ce retard, le livre ne parut qu'après le congrès, ce qui fut extrêmement fâcheux. Si les participantes du congrès l'avaient eu auparavant, cela aurait contribué à consolider davantage notre position.

C'est dans la période octobre-novembre 1908 que la préparation du congrès devint la plus active. Mais justement en septembre, je fus menacée de poursuites judiciaires pour un appel à « l'insurrection armée » dans ma brochure sur la Finlande et pour l'agitation dans le syndicat du Textile, témoignant de mon « affiliation au Parti ». Au moment du travail le plus intense, il fallut entrer dans l'illégalité. Mais la cause n'en souffrit point. Dans les deux mois précédant le congrès, je fis plus de 50 (52 exactement, si ma mémoire est bonne) réunions ouvrières. Naturellement, je n'agissais pas à découvert. Plus d'une fois, la police retrouvait ma piste et, seul, le dévouement des ouvrières me sauvait.

Alexandra Kollontai.

(A suivre.)

Permanence

123, rue Montmartre, Paris.

Tous les jours, de 17 à 20 heures.

(1) Une des agitatrices des plus en vue à cette époque.

Le Mouvement ouvrier international

FRANCE.

Un simulacre de « conférence »

Nous l'avons dit : la prétendue « conférence nationale » du P. C. n'a été qu'une réunion de fonctionnaires mélangés de quelques militants fanatisés « sûrs ».

Puisque la sincérité et la loyauté sont des « préjugés petits-bourgeois » qui n'ont plus cours en régime de « bolchévisation », les metteurs en scène de la conférence n'ont pas rougi d'accuser l'opposition de se dérober aux débats. (Rougir aussi, serait une défaillance.)

Quelle était la réalité ?

L'opposition, qui existe dans toute la France et compte les militants les plus désintéressés, les plus consciencieux, mais qui n'existe pas à l'état de tendance constituée, encore moins de fraction, n'a jamais eu jusqu'à présent la possibilité de s'exprimer normalement, ni, à plus forte raison, de se compter. Les critiques et les controverses sont bannies de la presse ; les opposants d'une région ignorent les opposants de la région voisine, se croient isolés et se taisent sous les menaces de sanctions. Privées de la faculté d'expression, les oppositions — car elles sont diverses — se replient sur elles-mêmes et se développent sourdement et secrètement. C'est seulement dans quelques centres, comme Paris, Lyon et Rouen, que des groupes occasionnels d'opposants ont réussi à se manifester, grâce à quelques relations personnelles. Mais un état d'esprit d'opposition n'en existe pas moins dans tout le pays, chaque jour renforcé par les exploits décevants et déplorable de la direction.

Quand la conférence fut annoncée, quelques militants parisiens se risquèrent à faire une démarche auprès de la bureaucratie omnipotente pour obtenir l'autorisation de dire quelque chose. L'« appareil » daigna feindre d'y consentir. Deux ou trois téméraires envoyèrent des articles, d'autres des thèses...

Mais les jours passèrent et rien ne parut, sauf de la prose (si l'on peut dire) de compères, ou d'opposants de Sa Majesté. Car, dans un Parti bien « bolchévisé », rien ne manque, pas même des opposants de tout repos. Il faut prévoir la création de fonctionnaires appointés, permanents ou occasionnels, dressés à Bobigny ou ailleurs pour simuler « l'opposition vaincue » dans les simili-assemblées-représentatives. De la sorte, on n'aura plus les désagréments de la dernière conférence, où l'absence d'opposition mit les pérorateurs dans une fureur comique, au point qu'ils firent tirer hors des tribunes un opposant-spectateur pour en montrer... au moins un.

Deux semaines avant la réunion, il se trouva des camarades qui poussèrent la curiosité jusqu'à désirer savoir le mode de représentation à la conférence et les prérogatives de celle-ci. Ils s'enhardirent jusqu'à se rendre auprès de l'indiscrète secrétaire général pour lui poser de timides questions. La réponse fut plus invraisemblable encore que le lecteur pourrait le supposer : le secrétaire lui-même ignorait le caractère de la conférence.

Et le plus beau, c'est que l'éminente personnalité en question, pour une fois dans sa vie politique, dit probablement la vérité. Il ne savait pas : car l'idée même d'une légalité dans le Parti, de l'élection de délégués, de représentation calcu-

lée selon des règles établies, de statuts, de droits et de devoirs réciproques, ne pouvait lui entrer dans la tête. Est-ce que, lui, a été élu ? Est-ce que, lui, a des comptes à rendre à des mandants ? On l'a mis à un certain poste, pour faire certaine besogne, à certaines conditions... Et l'on vient tout à coup lui parler de représentation, de délégations. En voilà des histoires !

Si étonnant que cela puisse paraître, les néo-léninistes de 1925 nous réservaient une surprise plus forte. Après avoir barbouillé des choses impossibles à lire, appelées, on ne sait pourquoi, « thèses », destinées à traduire la pensée (?) de la direction et à recevoir l'approbation du Parti, celle-ci s'avisait de la parfaite inutilité d'un vote et fit savoir que la conférence n'aurait nullement à voter ces textes rédigés (?) exprès pour elle. Pour comble de logique, on se mit d'ailleurs à voter tout de même ces « thèses » à tour de bras, « par discipline », dans toutes sortes de cellules, de sous-cellules, de rayons, de sous-rayons, de régions, de sous-régions — nous en passons, sans doute, et des meilleurs.

Dans ce gâchis inexprimable, que restait-il à faire à l'opposition ? Laisser passer le nouvel accès de « bolchévisation » et attendre de meilleurs jours. C'est ce qu'elle fit. Les auteurs d'articles ou de thèses, faute de les voir imprimer, en donnèrent lecture dans leurs groupes et les défendirent devant les auditoires considérables de leurs « rayons », rassemblant en moyenne vingt personnes (nous parlons, bien entendu, des « masses parisiennes » ; en province, et même en banlieue, les masses sont généralement plus réduites). Personne ne se hasarda de mettre les pieds à une « conférence » qui n'était qu'un guet-apens, malgré les amabilités grimaçantes des « sommets » (*sic*) de la hiérarchie bureaucratique, lesquels envoyèrent à quelques camarades sérieux des invitations cousues de fil blanc.

Quelques jours avant la réunion, nouvelle surprise : un article de Gourget, des thèses de Paz, Mahouy et Roy, de Lorient et Hairius, paraissaient successivement dans l'*Humanité*. On avait voté déjà partout. L'échec de la grève générale détournait l'attention. Personne ne s'intéressait plus à la conférence. On pouvait se risquer à imprimer au compte-gouttes des idées indésirables...

Mais le résultat obtenu dépassa les espérances. La « conférence » fut d'une platitude défiant toute description. Entre rouages bien graissés d'un appareil, aucun grincement ne se fait entendre. Pas d'opposant à se mettre sous la dent, à accabler de réfutations victorieuses : certes, on ne se priva pas d'anathématiser à distance, mais les phonographes sont vite au bout de leur rouleau. C'est alors que, découvrant dans les tribunes un spectateur catalogué « droitier », Mahouy, on traîna celui-ci sur l'estrade pour en obtenir, comme une aumône, quelques mots « d'opposition ». Il ne manquait plus que cela aux triomphateurs pour être complètement grotesques.

Soyons justes : nous devons pourtant reconnaître qu'un provincial inclassable, Parceval, eut accès à la réunion et formula des critiques. Mais que celui-ci ne se fasse pas d'illusions : cette faveur, il ne la devait qu'à l'absence de l'opposition. On était bien-content de trouver un camarade bien-volant se chargeant de donner à l'assemblée l'apparence d'un caractère délibérant. On eût payé cher pour en trouver un, si Parceval ne s'y était prêté de bonne grâce. On n'eût pas laissé

passer Parceval, si l'on avait su devoir compter avec une aile d'opposition, que Parceval eût renforcée. Le rôle de cavalier seul ne convenait d'ailleurs pas à ce dernier, qui dut rétracter ses paroles, tant l'hostilité ambiante lui fit impression.

On a signalé encore une intervention d'apparence « oppositionnelle », celle d'un camarade nommé Humbertot, dont les desseins sont décidément insondables, comme ceux de la Providence elle-même. En tout cas, ce n'est pas la relation de l'*Humanité* qui nous aiderait à les pénétrer. Et les rapports d'Humbertot avec l'opposition déjà classique ne sont pas pour éclairer la question.

L'appareil a décidé, en fin de séance, de demander à l'Internationale « des sanctions » contre les opposants, ces pelés, ces galeux, causes de tout le mal. A la tribune, on parla même d'exclusions. Il est connu que l'Exécutif a interdit aux dirigeants (*sic*) du Parti d'exclure les représentants de l'opposition, tant règne la confiance mutuelle dans l'Internationale « bolchévisée ». Les fonctionnaires ont eu beau se démener, depuis six mois, ils n'ont pas obtenu l'exécution de leurs contradictoires. Seront-ils plus heureux au prochain Exécutif élargi, cet Exécutif élargi qui n'arrive pas à tenir sa session, trois fois reculée déjà ? C'est plus que douteux. Si mal informé que soit l'Exécutif de la situation en France, il en sait assez pour ne plus ignorer que de nouvelles exclusions seraient pour le Parti une saignée intolérable.

Des « thèses » de la direction, nous aurons la générosité de ne pas parler. Car nous avons eu d'abord l'indulgence de ne pas les lire. En cela, nous nous conformons à l'attitude générale des membres du Parti, dont nous sommes restés ici les camarades fidèles. Dans les réunions de « cellules » préluant à la conférence, on constata partout que personne n'avait lu les « thèses ». Et pour cause : les ingénieux « bolchévisateurs » ont trouvé ce nouveau moyen de désarmer la critique, — élucubrer des textes absolument illisibles. Rendons-leur cette justice qu'ils y réussissent pleinement. Seuls, quelques héros de l'opposition ont tenu, par une sorte de conscience professionnelle, à prendre connaissance de ces produits tératologiques du néo-léninisme : en quoi ils ont démontré une fois de plus qu'ils étaient prêts à tout pour servir leur Parti.

Un fait significatif, pour illustrer dignement cet exposé d'une conférence bolchévisatrice et caractériser le régime en vigueur dans le Parti : à Rouen, il se trouva des camarades assez impertinents pour n'être pas de l'avis du secrétaire du Parti, spécialement dérangé à leur intention ; celui-ci, rentré à Paris, décida « de renforcer l'appareil de la Basse-Seine » (*sic*) et fit voter (*sic*) un crédit de 2.000 francs par mois dans ce but. Les opposants n'ont plus qu'à bien se tenir.

C'est ainsi qu'on fait les bonnes maisons.

RUSSIE

A titre documentaire, nous croyons bon de reproduire ici encore une lettre du représentant de la C. G. T. U. à Moscou, concernant la crise du Parti communiste russe de 1923-24. Elles donneront peut-être à quelques-uns matière à des réflexions utiles :

Moscou, le 12 avril 1924.

Mon cher Souvarine,

Laisse-moi te dire tout de suite, comme je l'ai écrit à Monatte, que j'applaudis vigoureusement à votre posi-

tion vis-à-vis de la question russe. Recommencer en France la discussion qui a eu lieu en Russie, c'est non seulement inutile, mais surtout nuisible. Il y a autre chose à faire.

Je comprends que le Comité Central du Parti russe, que Zinoviev, aient le désir de se voir appuyés contre l'opposition par les diverses sections de P. C. et de P. S. R.

Mais il n'en reste pas moins que si un parti, en l'occurrence le Parti communiste français, prend position, cela veut dire qu'il se range « du côté du manche », du côté du plus fort courant, cela veut dire qu'il est obéissant, mais non pas qu'il est éclairé. Car pour être éclairé, il faut avoir suivi la discussion (et peu de choses ont été publiées en français, proportionnellement à ce qui a été écrit en russe), mais il faut aussi vivre en Russie.

Combien de camarades parmi les membres de votre Comité Directeur ont lu seulement ce qui a été publié en français ? Et de toute façon, comment osent-ils prendre position ? Moi, je l'ose à peine, et pourtant je suis ici depuis une année et indépendamment de tout ce que j'ai lu, j'ai causé et discuté avec quantité de camarades de toute opinion.

Dire que puisque la majorité du Parti russe s'est prononcée, le Comité Central a raison, c'est un peu fort.

Moi, je ne crois pas que la majorité du Parti russe SE SOIT PRONONCÉE LIBREMENT pour le Comité Central, et même s'il en était ainsi, cela ne prouverait pas que l'opposition ait tort.

Savoir si les membres du Parti russe se prononcent librement, c'est toute la question de la démocratie dans le Parti.

C'est « l'appareil » qui fait l'opinion, et l'appareil est complètement subordonné au Comité Central ; je puis même dire que les fonctionnaires se prononcent sous peine DE REVOCATION ET DE DEPORTATION (on épure actuellement dans les universités, les grandes écoles et l'armée, etc., et les trotskystes sont souvent exclus s'ils ne font pas amende honorable).

Ceci ne veut pas dire que je sois partisan de la démocratie dans le Parti russe, car je pense, avant de parler de cela, qu'il faut en changer la composition sociale, lui donner une composition un peu plus prolétarienne.

Dès le début, la discussion a été faussée par le coup (coup de pied en vache) de Staline contre Trotsky, qui n'est pas de la « vieille garde ».

Après cela, seuls ceux qui sont de la « vieille garde » pouvaient, avec moins de risque (ce qui ne veut pas dire sans risque), soutenir Trotsky et les diverses tendances de l'opposition.

Beaucoup de camarades de ma connaissance qui cherchaient d'où soufflait le vent, se sont prononcés tout de suite pour le Comité Central ; puisqu'on avait osé reprocher à Trotsky de n'être bolchevik que depuis la Révolution, cela voulait dire que personne ne serait épargné.

A côté de la discussion dans la presse, il y avait la discussion dans les assemblées, et on se permet de paroles bien des choses qu'on n'écrit pas. Exemple : au club allemand, un rapporteur du C. C. a osé dire que Trotsky n'était pas très enthousiaste pour la Révolution allemande, ce qui est absolument faux, car j'ai entendu personnellement Trotsky sur cette question : c'est le contraire. Vis-à-vis de la Révolution allemande, Zinoviev a avoué avoir commis des fautes, comme d'ailleurs il en a commis au moment de la Révolution d'Octobre en Russie ; heureusement que « le jeune garde » Trotsky était là avec Lénine.

Tu me demandes si je suis d'accord avec Losovsky ? Nous n'avons pas causé ensemble une seule fois de la discussion du Parti russe ; nous avons d'autres sujets, autre chose à faire.

Mais une fois, j'ai refusé de parler à une séance du Congrès des Soviets parce que je ne devais pas prononcer le nom de Trotsky, et que, ne prenant pas position publiquement, je ne voulais pas participer à la conspiration du silence contre Trotsky malade. Aux séances où j'ai assisté, je n'ai pas entendu une seule fois prononcer le nom de Trotsky, et pourtant, je le répète, il était malade. Et tu sais bien que les camarades russes

ne sont pas chiches habituellement d'ordres du jour de sympathie, de télégrammes, etc.

Dans d'autres assemblées, c'est la même chose. Seule, m'ont dit des camarades, la vieille Clara dit souvent qu'il ne faut pas oublier Trotsky, mais on ne traduit pas toujours ses paroles.

Ce qui précède t'indique que, quoique non membre du Parti, mes sympathies vont à l'opposition, ne serait-ce que parce que Trotsky est partisan de comprimer un peu le fonctionnarisme.

J'aurais bien des choses encore à te dire, mais je manqué de temps. Monette te fera voir certainement la petite lettre que je lui ai expédiée. Celle-ci est absolument personnelle. Je t'écris comme je l'aurais parlé, et paré que tu es resté longtemps ici ; je me garderais d'écrire ainsi à d'autres qui ne comprendraient pas.

Au plaisir de te lire.

Bien fraternellement à toi.

HÉRCLES.

(Ci-joint une traduction d'un article de Chliapnikov qui n'a pas été publié en français.)

ALLEMAGNE.

La crise du Parti

Les résultats en partie réparateurs des élections municipales berlinoises, renforcent incontestablement la position de la nouvelle direction du Parti. Mais la crise n'est pas pour cela terminée. Ce n'est pas la « conférence » du Parti qui peut y mettre un terme.

On emploie contre la direction d'hier les exécrables procédés employés par celle-ci contre la direction précédente. Au lieu de donner la parole au Parti, on la réserve aux fonctionnaires. Dans la discussion, les procédés les plus démagogiques sévissent. Le mensonge reste monnaie courante. Ce n'est pas ainsi qu'on assainira l'atmosphère du Parti.

Certes, c'est pain béni si Ruth Fischer, Maslov, Scholem et Cie sont à leur tour victimes d'un état de choses qu'ils ont contribué, plus que quiconque, à créer. Mais on doit voir, par delà leurs personnalités, au prestige artificiel éphémère, le Parti et l'Internationale.

Il n'est pas admissible que l'Exécutif se décharge sur Ruth Fischer, avec tant de désinvolture, de ses propres responsabilités. Le sabotage du mouvement communiste allemand est l'œuvre de l'Exécutif lui-même. C'est l'Exécutif qui a discrédité les militants spartakistes ; qui a imposé au Parti non consulté une équipe aventurière, sans passé révolutionnaire ; qui a mis des camarades comme Radek, Clara Zetkin, Brandler, Thalheimer, Walcher, etc., dans l'impossibilité de travailler en Allemagne ; qui a entrepris le dénigrement rétrospectif de Rosa Luxembour ; qui a pratiquement répudié la tactique du front unique ; qui a approuvé l'intelligente politique consistant à traiter comme « fascistes » huit millions d'ouvriers socialistes ; qui a toléré le sabotage du travail syndical ; qui a sanctionné l'état de siège dans le Parti. Ce sont là des choses qu'on ne peut oublier.

Les élections municipales ont démontré cette chose très simple : que de nombreux ouvriers sont prêts à soutenir les communistes pourvu que ceux-ci s'avèrent les défenseurs de leurs revendications immédiates et ne pratiquent pas une politique de forcenés, de démagogues, d'aventuriers. La leçon ne sera pas perdue.

Tout le mal que s'est donné Zinoviev, devant le Comité Central du Parti russe, pour justifier la conduite de l'Exécutif, ne sert de rien. Les faits donnent raison à Radek et condamnent

Ruth Fischer, quelques efforts qu'on fasse pour les dénatuer.

On le voit tout particulièrement dans la pratique du front unique. Après l'élection d'Hindenburg, les communistes se sont décidés à pratiquer l'abstention au Landtag de Prusse pour assurer l'existence du gouvernement de gauche : où sont donc les ridicules « formules » du Ve Congrès contre le front unique « par en haut » ? Si le Landtag prussien n'est pas un « haut », qu'est-ce qui sera un « haut » ? En vue des élections municipales, les communistes ont proposé aux socialistes des listes communes. Après les élections, ils ont offert aux socialistes de former le bloc socialiste au Conseil municipal. Peut-on imaginer quelque chose plus complète des résolutions du Ve Congrès ?

L'Humanité, après avoir, deux années durant, glorifié les extravagances des furieux de la prétendue gauche allemande, fait maintenant l'éloge de la nouvelle politique. Cela prouve qu'en fait de malhonnêteté et de cynisme, l'Humanité bat les records. Rien de plus.

Ruth Fischer, dit l'Humanité, n'a pas osé se moquer à la Conférence du Parti. En effet, après avoir été retenue en Russie un laps de temps suffisant pour ne pas gêner les remaniements « d'appareil » opérés en son absence, elle a eu licence de rentrer pour constater... qu'il n'y avait rien à faire, pour elle, jusqu'à nouvel ordre. Mais que signifient ces ascensions soudaines et ces chutes vertigineuses ? Rien de bon pour notre mouvement. Pendant des années, on présentait Brandler comme « l'homme » du Parti : du jour au lendemain, il n'était plus bon à rien. Ensuite, on a littéralement fabriqué une réputation à Ruth Fischer (cf. la Pravda, la Rothe Fane, l'Humanité, etc., de 1924-1925) : et tout à coup, cette femme au prestige, la veille encore, incommensurable, n'ose plus se montrer dans une conférence de son Parti... Tout cela démontre clairement que tout est truqué et falsifié dans la sinistre mise en scène de la « Bolchévisation ».

Entre camarades

Nous devons à la vérité de dire que si notre Bulletin a obtenu un succès d'estime encourageant, il n'en est pas de même des résultats matériels. C'est des abonnements que nous parlons.

Certains camarades nous félicitent et... nous envoient un abonnement de trois ou de six mois. D'autres, que nous pouvons compter comme abonnés sûrs, nous annoncent l'envoi de leur mandat et ne l'ont pas encore expédié.

Enfin, les abonnements de soutien (à 100 francs) ne sont encore qu'une douzaine.

Il est entendu qu'on ne doit pas s'impatienter alors que trois numéros seulement ont paru. Mais maintenant, il n'y a plus de temps à perdre. Les retardataires sont cordialement et instamment priés de se presser.

La facture de l'imprimeur apparaît inévitablement chaque semaine. Les frais de départ ont englouti notre cagnotte initiale. Il s'agit donc de faire rentrer en vitesse le montant des abonnements, notre principale ressource, la vente au numéro ne donnant qu'un appoint.

Les abonnés de trois mois sont priés de ne pas attendre pour rendre annuel leur abonnement. Les camarades exécutifs du Parti ou des Jeunesses devraient bien verser au Bulletin les cotisations dont ils sont exemptés par force. Et les durs-à cuire de l'opposition — noblesse oblige ! — nous rendront grand service en complétant le montant de leur abonnement de soutien.

Au Bulletin, il n'y a pas d'« appareil », pas de parasites, pas de budgétivores. Chaque sou est employé productivement. C'est ce qui nous autorise à compter sur l'aide de tous les vrais révolutionnaires.

Chronique de la Vie soviétique

Progrès économiques et difficultés nouvelles

Rappelons ici les constatations faites par Kamenev dans son discours paru dans la *Pravda* des 17 et 18 septembre, à propos des derniers progrès économiques et des difficultés nouvelles de la République Soviétique :

14 % de paysans sont possesseurs de 61 % des céréales destinées au marché ;

49 % des paysans ne pourront vendre que 39 % de la masse de céréales ;

37 % des paysans n'auront pas de céréales à vendre et devront même en acheter ;

non seulement les gros paysans détiennent plus des trois cinquièmes de la marchandise à vendre, mais ce sont eux qui la vendront aux meilleures conditions, les pauvres n'ayant pas de cheval pour transporter leur seigle (40 % de paysans sans cheval) ;

les mêmes gros paysans sont les bénéficiaires du crédit agricole, accordé seulement à ceux qui présentent des garanties de solvabilité ;

les mêmes gros paysans sont les favorisés de la coopération, car eux seuls ont les moyens d'être actionnaires ;

les mêmes gros paysans raffleront les produits manufacturés et l'outillage disponibles sur le marché, car ils peuvent seuls faire face à la hausse des prix ;

le commerce privé disposera du quart des céréales disponibles pour sa spéculation ;

L'industrie soviétique, le Commissariat du commerce extérieur et la coopération étant impuissants à satisfaire les besoins de la population, l'initiative privée, l'économie individuelle, bref, le capitalisme tire parti de la situation pour se renforcer.

On voit que ces constatations imposent à nos camarades russes, un surcroît de labeur et de clairvoyance, c'est-à-dire autre chose que les congratulations dérisoires et le charlatanisme fatigant dont la presse « bolchevisée » bourre le crâne de ses lecteurs.

Voyons la suite.

Kamenev résume : « La récolte, qui représente en soi un énorme dépôt dans l'économie nationale, est plus profitable aux éléments aisés de la campagne qu'aux éléments moyens et pauvres. » Or, ce phénomène de différenciation de classe, encore accentué par les conséquences de la récolte, il se trouve des camarades pour essayer de le masquer et qui « se croient d'authentiques léninistes ».

« Mais, dit Kamenev, on ne peut concevoir rien de plus ennemi, étranger, contradictoire à la politique, à la tactique, à la pratique léninistes qu'une telle tentative de dissimuler les chiffres de différenciation de classe dans la paysannerie. »

En fait de « dissimulation », nos professionnels du délayage du « tout va bien » peuvent ici en prendre pour leur grade. Et nos coopérateurs, propagateurs de fables sur la coopération russe, feront bien de méditer ceci, qui les cingle :

« On ne peut nier ici le fait — et ce serait la politique de l'autruche que de le nier — que la coopération, telle qu'elle est organisée maintenant, entraînée inévitablement, élémentairement dans la circulation des marchandises, soutient surtout les couches sociales les plus aisées. »

En veine de franchise, Kamenev dit plus loin (nous résumons) : le capital fondamental du pays, exception faite de l'habitation, se répartit ainsi :

11 milliards et demi représentent les biens de l'Etat (chemins de fer, usines, mines, outillage, bateaux, etc.) ;

7 milliards et demi représentent la propriété privée (inventaire paysan, artisanerie, petite production) ;

1/2 milliard représente la coopération.

Certes, le capital privé est infériorisé, parce que dispersé : « mais ces 7 milliards et demi représentent une circulation libre élémentaire (dans le sens d'élément — force naturelle qui grandit naturellement vers le capitalisme, représente l'énorme majorité de la population et marquent de leur empreinte toute l'économie du pays. La faiblesse relative des fonds de la coopération souligne cela encore plus fortement. »

« ...D'autre part, pouvons-nous dire que les 11 milliards et demi étatisés représentent effectivement une organisation socialiste ? Cela aussi, on ne peut pas encore le dire, car ils produisent, non des produits de production et de consommation socialistes, mais des marchandises ; ils vivent dans une sphère d'achat et de vente, etc. »

Kamenev polémise ensuite contre Trotsky et Ossinsky, auxquels il reproche d'être... trop optimistes. Cela nous change. L'an dernier, on taxait l'opposition de pessimisme. L'essentiel est de cogner sur ceux qui se permettent d'avoir une opinion. Nous réservons ce passage pour un autre exposé.

Parlant de l'élévation des salaires, Kamenev rappelle — et on ne le dira jamais assez — « qu'elle n'atteint pas encore, en moyenne, dans l'ensemble du pays, le niveau d'avant-guerre ». (Et l'on sait combien le salaire russe d'avant-guerre était misérable.) Encore un soufflet pour les caudataires serviles du néo-léninisme français, qui babouent journellement les travailleurs russes de leurs affirmations intempestives, rappelant à s'y méprendre le fameux « confortable des tranchées » de Maurice Barrès.

L'industrie est en progression constante. Or, « le salaire est en retard sur cette progression — et ce retard énerve l'ouvrier ». Enerve est un euphémisme ; mais va pour énerve. C'est égal : si un rédacteur de la *Révolution Proletarienne* s'était permis de dire que l'ouvrier russe est « énervé », qu'est-ce qu'il prendrait ?

« Mais, même quand nous atteindrons, dans un certain délai, le salaire d'avant-guerre, cela ne pourra ni nous satisfaire, ni satisfaire les ouvriers. »

Paroles véridiques, nécessaires, plus qu'actuelles. On ne saurait trop les souligner, les approuver. Oui, même quand le niveau d'avant-guerre sera rattrapé — et nous n'y sommes pas — on ne pourra se déclarer satisfaits. Il n'y a que les rédacteurs de *l'Humanité* et de la *Vie Ouvrière* qui sont, eux, toujours satisfaits. Huit jours du régime d'un ouvrier du Donetz ; voilà ce qu'il faudrait pour leur donner le sens des réalités.

Kamenev conclut en disant que l'amélioration

du sort de la classe ouvrière est un problème pressant. Bravo ! Disons-le et redisons-le. On ne le répètera jamais assez.

Kamenév envisage même une sorte de participation ouvrière aux bénéfices, mais collective. De cela, il faudra parler plus à loisir. Dans son discours, il y a encore d'autres parties intéressantes à détacher. Mais, pour cette fois, nous en avons cité assez pour donner aux militants sérieux matière à réflexion et confirmer notre idée que la Révolution russe n'a pas besoin de flagorneurs, mais de camarades informés, de collaborateurs avertis. — B. S.

LE "KOUSBASS"

Georges Airelle, dont nous avons signalé les notes de la *Révolution Proletarienne*, demandait des nouvelles du « Kousbass », c'est-à-dire du bassin houiller de Kousnetsk (Sibérie). On sait qu'une partie des mines de cette contrée, au sous-sol extraordinairement riche, ont été confiées aux fins d'exploitation à une colonie d'ouvriers russes américanisés (émigrants rentrés au pays après la Révolution), dirigée par notre ami hollandais Rutgers.

« Kousbass est-il liquidé, ou va-t-il l'être ? » interroge Airelle, qui motive son inquiétude par le fait « qu'on n'a plus entendu parler de rien » depuis quelque temps.

Il y a beaucoup de choses intéressantes de la Russie Soviétique dont on ne parle pas, malheureusement. Les détenteurs de la presse communiste officielle sont trop occupés à flagorner les puissants du jour en Russie.

Aucun mystère à propos du Kousbass : il se porte bien. Ce serait une erreur de croire qu'il devait « révolutionner la Sibérie » à prochaine échéance, car, contrairement à ce que pense Airelle, il manque surtout de capitaux, comme toute l'industrie russe. Mais le Kousbass marche aussi bien que possible avec son fonds de roulement insuffisant.

Quant à la concession accordée à la *Léna Goldfields* au Kousnetsk, elle ne peut gêner l'entreprise soviétique. Le bassin de Kousnetsk n'est pas la plaine de Gennevilliers. Il y a de la place, — et du charbon, et du minerai. C'est précisément un des aspects essentiels de la question des concessions : si la production soviétique se développerait comme elle le devrait, les concessionnaires seraient économiquement écrasés avant vingt ans. C'est pourquoi on doit toujours envisager l'ensemble de la pratique des concessions, non un fragment.

Voici quelques renseignements sur le Kousbass, que nous a donnés Rutgers (ils datent d'un an et demi, mais Rutgers nous les a confirmés encore au début de cette année).

Les mines se trouvent sur la rive droite du Tom, près de Kemerovo. Sur la rive gauche, on a créé les premières usines chimiques, près de Tchcheglov.

Plusieurs mines ont été fermées, afin de concentrer l'exploitation dans les deux principales. Celles-ci comportent six couches de charbon de plus de deux mètres et une de six à sept mètres. Ce charbon est difficile à travailler, car il s'enflamme facilement. Mais il peut être substitué au coke dans les hauts fourneaux pour la fabrication de la fonte. Il est, dit Rutgers, sous ce rapport, unique au monde.

Le bassin contient à lui seul plus de fer que l'Angleterre. A soixante-dix verstes de Kemerovo, se trouve le haut fourneau de Gouriev. On construit un four à coke de cinquante chambres, des-

tiné à ravitailler l'Oural (production prévue : 9 millions de pouds de coke par an). On construit également une série d'usines pour traiter les sous-produits de la houille ; il faudra cinq ans pour les terminer. Plus tard, on pourra songer à produire de la fonte.

En outre, les ouvriers cultivent plus de dix mille déciatines et ont introduit dans la région des tracteurs.

Kemerovo est destiné à devenir une ville à l'européenne. Les habitations ouvrières ont toutes leur salle de bains. Les écoles y sont soutenues par l'entreprise. On a construit un théâtre, un cinéma, un club, — et trois stations électriques. Il s'agit, bien entendu, d'un coin exceptionnel : il faut la servilité inouïe des barbouilleurs de l'*Humanité* pour présenter la misère russe comme de l'opulence, et l'exception comme la règle. Mais l'exemple de Kemerovo est réconfortant.

S'il n'avait tenu qu'à l'indescriptible bureaucratie soviétique, l'entreprise serait morte depuis longtemps. Rutgers a dû faire des prodiges pour la sauver : il n'y est parvenu que grâce aux interventions personnelles de Lénine, puis de Trotsky. Il nous racontait : en trois mois de séjour là-bas, il s'accumule tant de difficultés, de conflits, d'obstacles, que je suis contraint de prendre le train pour Moscou ; je mets Lénine au courant, et il téléphone dans toutes les directions pour donner l'ordre de nous laisser travailler ; je repars ; au bout de trois mois, il me faut revenir à Moscou, retourner chez Lénine... Pendant la maladie de celui-ci, nous demandâmes à Rutgers : « Comment faites-vous, maintenant que Lénine est malade ? » — « Mais..., répondit-il, je m'adresse à Trotsky... »

N'est-il pas pénible de constater combien nous sommes encore loin de cette « administration des choses » qui rendrait superflue l'autorité personnelle des « chefs » ? Il est juste de dire qu'une amélioration se fait sentir, à cet égard, depuis deux ans. On n'est plus obligé de recourir à tout bout de champ aux principaux dirigeants de la République pour trancher des conflits minuscules. Mais le progrès réalisé est peu de chose à côté de ce qui reste à faire. Et que de temps perdu, de forces gaspillées !

Si le Kousbass recevait plus de capitaux, ce coin de l'Altaï pourrait devenir un autre Pittsburg... Mais pour disposer de capitaux, l'Etat devrait favoriser les producteurs et paralyser les parasites. Et nous voici, une fois de plus, devant le problème général de l'économie russe, quand il n'y a plus de place pour l'aborder. Ce n'est que partie remise.

P. S. — Ayant écrit cet article, nous avons reçu celui de Louzon traitant du même sujet (*R. P.*, n° 11). Nous publions tout de même celui-ci, nous réservant de revenir sur la question des concessions en général, qui est loin d'être épuisée.

Le "BULLETIN COMMUNISTE" est en vente dans les principaux kiosques des quartiers ouvriers parisiens.

Demandez à votre marchand habituel son exposition en bonne place.

Les camarades qui consentiraient à vendre chaque semaine quelques numéros du "BULLETIN COMMUNISTE" dans leur atelier, leur groupe communiste, leur syndicat sont priés de s'adresser à notre administrateur.

Opinions et arguments de nos lecteurs

Il est bien entendu que sous cette rubrique, nous publierons des lettres de nos lecteurs sans prendre la responsabilité de ce qu'ils écrivent. Nous pouvons nous trouver d'accord sur certains points, et en désaccord sur d'autres. L'essentiel, à nos yeux, est de donner la parole aux militants qui ne peuvent actuellement s'exprimer. Nous le ferons, chaque fois que nous aurons des raisons de croire à la loyauté de nos correspondants.

Dans le désarroi créé par la crise du Parti, bien des déviations se font jour, bien des erreurs peuvent s'affirmer. On ne les corrigera qu'au moyen de discussions sincères et probes. Que nos camarades s'expriment en toute liberté ; ils trouveront parfois en nous des contradicteurs, mais des contradicteurs soucieux de convaincre et non de discréditer leurs partenaires.

Voici l'essentiel d'une des premières lettres reçues.

Paris, dimanche 25 octobre 1925.

Chers Camarades,

L'œuvre que vous avez entreprise est saine. La critique et l'opposition sont fécondes quand elles laissent les personnalités de côté, ainsi que les différends particuliers.

Ceux qui sont à la tête du Parti français n'ont pas le droit de protester contre l'examen détaillé de leurs actes, d'abord parce que nul communiste n'a cette prérogative, ensuite parce qu'ils ont abusé de cette forme d'activité envers leurs adversaires.

Donc, si vous savez rester dans le domaine des faits et des idées générales, vous aurez avec vous tous ceux qui veulent réaliser.

Sans doute, la lutte sera dure et peut-être serez-vous usés ou brisés à la fin du combat. Mais le devoir est là, qui ne souffre aucune lâcheté.

Vous aurez à ménager les camarades qui occupent certains postes, syndicaux ou autres, et qui ne peuvent, officiellement, prendre parti ; ils briseraient leurs organisations sans bénéfice pour votre cause ; un ami caché vaut mieux qu'un compagnon de lutte impuissant.

Ce qui domine le débat, c'est une question de méthode.

Pratiquement, les dirigeants du Parti français n'appliquent aucune règle, bien que, théoriquement, ils fassent profession d'organiseurs.

A défaut de sens politique profond, les dirigeants actuels du Parti pourraient avoir des connaissances réelles en matière d'organisation : ils sont aussi pauvres dans un domaine que dans l'autre.

Notre devoir, à nous qui souffrons de l'état de choses existant, est d'apporter des solutions concrètes à la suite de notre critique. Signaler le mal est toujours relativement facile : le guérir est autre chose.

Il nous faut des militants sérieux et compétents, sous peine de périr.

Il n'est pas scientifique de faire diriger une entreprise quelconque par le personnel d'exécution, surtout quand on procède du jour au lendemain à ce renversement des pouvoirs. Pourquoi ce qui tue un organisme de production ou d'échange ferait-il vivre un parti ?

Examinons ce qui se passe en Russie. Par qui

sont dirigés les Commissariats du Peuple, les trusts, les entreprises industrielles, bancaires ou commerciales, les services municipaux, régionaux, les services extérieurs (délégations commerciales) ? N'est-ce pas par des chefs de service qualifiés ?

Tout le monde sait que l'ensemble des services russes marche parce que des compétences ont été placées à leur tête.

Mais ces compétences sont contrôlées. Et tout est là.

Il faut donc, si l'on veut que le Parti français s'organise, se développe et fasse enfin du travail utile, que l'on cesse de mettre n'importe qui n'importe où pour faire n'importe quoi !

Il faut aussi que la démagogie disparaisse.

Il est indispensable de n'employer les compétences que dans le domaine où elles peuvent rendre des services. On n'est pas forcément un homme de réunion publique parce que l'on est qualifié dans un autre travail. Au contraire, beaucoup d'« orateurs », en général, sont « extérieurs » et ne produisent pas.

Examinons un cas concret :

Le recrutement du Parti est assuré d'une façon déplorable. Il n'y a aucun lien entre le centre et les adhérents, pas même un lien de statistique administrative. On ne « maintient » pas les adhérents, entre autre, parce que jamais ils ne sentent qu'ils appartiennent à une grande organisation, nationale et internationale.

Il est également très difficile d'adhérer au Parti quand on n'est pas dans une entreprise qui possède une cellule fonctionnant bien (et combien y a-t-il de cellules qui marchent convenablement ?) Il est aussi très dangereux d'adhérer, dans certains cas, car la discrétion ne règne pas.

Il y aurait donc lieu de créer, en premier lieu : un service de recrutement.

Pour le diriger, il faudrait trouver des camarades ayant les qualités requises. Ces qualités sont : une excellente mémoire visuelle, auditive et intellectuelle ; une connaissance psychologique des hommes ; de l'ordre et de la rapidité dans le travail.

Ces camarades se relayeraient. Ils auraient des auxiliaires spécialisés sous leurs ordres (et non de « leurs camarades » sans « rendement »).

Les questions de recrutement seraient tranchées séance tenante pour les cas ordinaires. On gagnerait ainsi 20 p. 100 sur les effectifs, car l'on décourage actuellement au moins un futur camarade sur cinq.

Pour les cas difficiles, la solution devrait intervenir dans le mois au plus tard. Dans chaque cas, l'intéressé serait averti du résultat de sa démarche : négatif ou positif. Il y a des centaines de camarades étrangers qui ont mis plus de six mois pour... ne pas avoir leur carte. Cela leur donne une fière idée de notre capacité d'organisation.

L'affectation des camarades serait faite immédiatement. Ils seraient inscrits le jour même sur les fiches de contrôle, avec l'indication du syndicat, de la coopérative, etc...

La bureaucratie coûte cher quand elle ne « rend » pas. Elle rapporterait si elle était bien utilisée. Dans le cours de 1925, les fonctionnaires auront dépensé beaucoup plus que les sommes encaissées par les cotisations. Il serait facile, en 1926, de renverser la situation.

En ne prenant que la région parisienne comme terrain d'expérience, on peut affirmer qu'une bon-

ne organisation du recrutement triplerait les effectifs et quadruplerait les recettes. On pourrait alors créer les autres services indispensables et faire de notre Parti une force réelle et permanente et non pas seulement « une machine à guéuler ».

Les considérations ci-dessus n'ont rien de génial. (Il n'y a pas deux génies par siècle.) Le talent et l'application dans le travail suffisent pour faire fonctionner un organisme en période normale. Si seulement le parti marchait comme une de ces entreprises bourgeoises qu'il sait si bien critiquer (sans être capable de lui emprunter ses méthodes), il grossirait normalement, comme tout ce qui a une force d'attraction naturelle.

Ce qui est certain — et l'expérience de 1925 nous suffit pour y voir clair — c'est que l'incompétence des camarades tout à fait « dans la ligne » ne vaut pas de solides qualités professionnelles.

Faites contrôler vos fonctionnaires compétents par des ouvriers sûrs. Mais ne mettez pas des manœuvres spécialisés dans les bureaux... On ne peut triompher du capitalisme qu'en lui empruntant sa force : c'est-à-dire ses méthodes et ses techniciens spécialisés.

Ce point de vue « technicien » contient du vrai et du ...moins vrai. Du vrai, car il est incontestable que le travail fait doit être bien fait si l'on veut qu'il s'impose à l'attention d'abord, à la conviction ensuite, de l'avant-garde ouvrière, laquelle ne se montre nullement disposée à subir les grossières fantaisies des bureaucrates qui prétendent l'encadrer. Mais notre correspondant oublie le « politique d'abord », sans lequel le reste n'est rien. Des militants sérieux, honnêtes, travailleurs, compétents, — oui, oui, et oui. Mais au service d'une bonne politique communiste. La valeur technique ne répond pas à tout ; elle doit être au service d'une conception d'ensemble, d'une certaine politique, d'une certaine tactique, de certaines méthodes.

*
**

Un communiste du Nord, adhérent au Parti de la première heure et non de la dernière, nous écrit la lettre que voici, où se reflète bien l'opinion d'une minorité de militants sérieux, troublés par les quelques vérités qu'ils perçoivent mais enclins, par un phénomène classique de mimétisme, à répéter quasi-machinalement les paroles et les gestes de ceux qui « font l'opinion ».

J'ai reçu les deux premiers numéros du B.C. et ai fait mon profit de leur lecture ; par exemple de l'article — en réponse à Lonson — concernant les concessions faites par les Soviets au capitalisme étranger, et celui relatif à la nouvelle phase du problème agraire russe.

Pour le reste, mis à part les articles de non-actualité, je vous avouerai que j'ai été déçu.

Certes, une partie des critiques dont vous accablez notre Parti et notre Internationale est malheureusement trop justifiée. Il est exact que, sous prétexte de bolchévisation, une certaine coterie a essayé d'étouffer dans le Parti toute vie intellectuelle active, toute tentative d'auto-critique, telle que la pratiquent si heureusement les camarades russes : on est même allé si loin dans cette voie, qu'on a fini par se faire rappeler à l'ordre par l'Exécutif de l'Internationale. Certes, nos méthodes d'information et de documentation politique et économique, de propagande, d'agitation, d'organisation, sont encore loin d'atteindre à la perfection désirable ; nous n'avons pas encore bien appris à penser et à agir en véritables léninistes, c'est-à-dire en communistes qui ne se laissent pas de mots, qui ne bluffent pas, qui voient la réalité politique, économique, sociale telle

qu'elle est, qui savent l'analyser selon la méthode marxiste-léniniste et en tirer les conséquences tactiques, stratégiques, les déductions pratiques, concrètes nécessaires.

Sur ce terrain, nous avons encore beaucoup à apprendre, beaucoup à acquérir.

Mais j'estime que tous les défauts possibles et imaginables, réels ou supposés, d'un parti communiste encore en pleine gestation, ne nous donnent pas le droit d'adopter la ligne de conduite qui a inspiré vos articles dans la Révolution prolétarienne, ni ceux qui ont paru dans le nouveau Bulletin Communiste sur notre Parti et notre Internationale.

L'esprit dominant de ces articles peut se définir d'un mot cruel : Défaïtisme révolutionnaire.

Car c'est à cela — que vous le vouliez ou non — qu'aboutit votre activité présente.

Crouez-moi, les camarades qui vous lisent n'iront pas, pour la plupart, pénétrer jusqu'à l'intention louable qui vous anime. Ils se laisseront gagner par le noir pessimisme qui émane de vos écrits : ils douteront non seulement des chefs actuels du Parti, mais du Parti lui-même et du communisme ; et vous en aurez fait, soit des social-démocrates, soit des désabusés et des indifférents, soit — les circonstances aidant — des pro-fascistes ; en tout cas, des adversaires actifs ou passifs de la révolution.

Camarade Sourarine, je voudrais que cette lettre vous incite à faire votre examen de conscience. Si j'en crois Hercelet, on vous aurait, à vous-même, à Monette et aux autres exclus entr'ouvert, à Moscou, une porte de rentrée dans le Parti. Il suffisait, pour cela, que vous ne vous insuriez pas — du dehors et publiquement — contre le Parti et l'Internationale. Vous n'avez pas voulu entendre la voix de la raison. Qu'en résulte-t-il ? Vous vous fermez définitivement la porte entr'ouverte et, avec vous le roulez ou non, vous voilà situés, vous et vos amis politiques, dans le camp de la contre-révolution.

Je suis persuadé qu'il y a, au fond de toutes ces polémiques lunaires entre camarades d'hier, pas mal de rancœurs et d'animosités personnelles. De vrais communistes ne s'abaissent pas à ces sortes de passions vulgaires, qui font perdre toute retenue à ceux qui en sont atteints, et qui les font verser dans l'aberration.

En trouve un exemple dans la critique du mot d'ordre d'évacuation du Maroc.

Crouez-vous vraiment que si ce mot d'ordre n'avait pas été lancé par nous, le front unique eût pu se faire avec les socialistes ? Je n'en crois rien.

Le Parti socialiste est entre les mains de chefs gangrenés, qui ne feront jamais front unique avec nous. Quant aux troupes socialistes, moutonnaires aujourd'hui, révoltées peut-être demain sous la pression des événements catastrophiques qui se dessinent actuellement à l'horizon politique, elles sont bien incapables, pour le moment, de vouloir autre chose que ce que leur imposent leurs dirigeants.

En sorte qu'en renisant aux oubliettes le dit mot d'ordre nous nous serions abaissés, sans aucun profit pour le Parti, au rang peu glorieux de la social-démocratie. Et, au surplus, nous aurions sapé la stratégie léniniste, dont l'un des piliers est précisément le front unique entre le prolétariat métropolitain et les masses laborieuses des colonies soumises au joug de l'impérialisme. Quelle autorité morale aurions-nous encore auprès de ces masses esclaves, quand elles apprendraient que nous nous en tenons maintenant au vulgaire pacifisme de la II^e Internationale ?

Telles sont les réflexions que m'a suggérées la lecture du Bulletin. Je joins à ma lettre 1 fr. 50 pour les deux numéros qui vont suivre, afin de me rendre compte si ma faible voix a trouvé chez vous quelque écho ; mais je ne vous cache pas que je préférerais apprendre que vous avez cessé la publication de votre revue, et que vous vous êtes ainsi engagé effectivement sur la seule route qui peut vous ramener parmi nous.

Crouez, camarade Sourarine, à mes bons souvenirs et à mes sentiments communistes.

Puisque l'auteur nous conserve ses « bons souvenirs », tout en nous croyant « situés dans le camp de la contre-révolution », c'est qu'il ne faut pas prendre au tragique cette dernière formule.

devenue monnaie courante avec la « bolchévisation ». Vous n'êtes pas d'accord en tous points avec moi, donc vous êtes un contre-révolutionnaire. Impressionnante dialectique.

« Défaitisme révolutionnaire », dit-on. Cela n'est pas nouveau. Le même reproche inconsistant a été lancé à Trotsky, à Piatakov, à Radek, à toute l'opposition russe, qui trouve pourtant dans les événements de chaque jour la justification de ses points de vue. La clairvoyance et la franchise seraient du défaitisme ? Et l'optimisme de commande, comment l'appeler ?

C'est un sentiment qui ressemble bien à une transposition du chauvinisme sur le plan du Parti. Dans notre Parti, tout est beau, tout est bon, tout est pur, tout est fort ; qui n'est pas de cet avis est un traître ou un ennemi. Ce fanatisme aveugle ne fait pas les victoires.

Les véritables défaitistes ne sont pas ceux qui prévoient la défaite et s'emploient à l'éviter, mais ceux qui la rendent inévitable. Les méthodes et procédés que nous dénonçons ne valent à notre mouvement que des désastres. On l'a particulièrement remarqué en Allemagne et on le verra de plus en plus en France. Qualifier défaitistes les seules interventions susceptibles d'arrêter le Parti sur la pente qu'il descend rapidement, et auxquelles l'Internationale est obligée de rendre implicitement hommage chaque fois qu'elle essaie de « normaliser » la vie d'une de ses sections — est simplement négligeable.

La volte-face complète opérée en Allemagne par l'Exécutif est la justification de toutes nos critiques, de toute notre conduite. Il faudra en venir, tôt ou tard, en France, aux mêmes renoncements. Et le jour venu, les plus acharnés de nos détracteurs devront convenir, au moins dans leur for intérieur, que les soit-disant « défaitistes » sont les seuls qui aient réellement servi le Parti aux heures difficiles et troubles d'après la mort de Lénine.

Notre correspondant constate, en parlant des dirigeants-saboteurs du Parti, « qu'on a fini par se faire rappeler à l'ordre par l'Exécutif ». Mais sans nous, *il n'en saurait rien*. Et la majorité des membres du Parti l'ignorent encore. C'est donc que notre activité est bonne à quelque chose ?

En ce qui concerne « l'évacuation du Maroc », nous renvoyons notre correspondant aux thèses de Paz, Mahouy et Roy (*Humanité* du 17 octobre), où il trouvera notre point de vue. Nous n'avons jamais dit ni pensé que les communistes dussent renoncer à leur revendication primordiale d'évacuation des colonies. Mais nous soutenons, avec toute l'opposition du Parti, qu'on a saboté *l'action commune possible avec la masse ouvrière non-communiste*, en y mettant comme condition un mot d'ordre commun seulement aux communistes et aux anarchistes. Nier cela, c'est renier toute la tactique du front unique.

Finalement, quelle est donc « la seule route » dont parle notre correspondant, pour des communistes fidèles à leurs convictions de toujours et qui ne sont ni d'âge à prendre leur retraite, ni de caractère à se laisser domestiquer ? Nous priions ici l'auteur de la lettre de s'expliquer plus à fond.

*
**

Un communiste du sud de la France, qui a déjà signé « Un Communiste » dans la *Révolution Proletarienne* et qui n'est pas le communiste pris à partie dans la presse officielle bolchévisée, — car chaque communiste est libre de signer « Un Communiste », — nous a envoyé la lettre ci-dessous, dont nous nous bornons à supprimer ce qu'elle contient d'élo-

gieux pour la personne du rédacteur du *Bulletin*.

Nous avons reçu le *Bulletin Communiste* avec un étonnement qui, bien vite, est devenu une satisfaction profonde, celle de vous voir jeter hardiment dans la lutte. Vous ne craignez pas de déranger nos stratèges qui ne pourront, je pense, garder leurs personnes de cet événement, car il arrivera un moment où les calomnies toutes faites finiront par s'user, je ne dis pas aux yeux des camarades qui suivent de bonne foi et qui sont bien envoûtés, mais du moins aux yeux de certains militants qu'on pourrait croire plus clairvoyants et plus courageux.

Ce n'est pas que nous soyons disposés à chanter victoire d'avance et à espérer de Moscou des mesures salutaires prochaines. Tout au plus pourrait-il y avoir un replâtrage de surface avec, pour les initiés, de nouveaux « lavages de tête ». Le mal est plus profond et ce n'est pas du jour au lendemain qu'on le guérira. Vous avez mis, je crois, la question sur son vrai terrain, en montrant que nous sommes victimes d'erreurs foncières d'extrême-gauche, de folles ruées hévécistes suivies de glissades opportunistes qui nous ont bien prouvé qu'il y avait réellement une droite dans le Parti, car toutes les fois qu'on ne sait pas trouver son chemin, on tâtonne aussi à droite et à gauche. Le mal est que ces tâtonnements sont érigés à hauteur d'une stratégie.

Nous jugions nécessaire que la pensée communiste soit définie par rapport à la *Révolution Proletarienne*, car il nous faut rester fidèles à notre vieille doctrine qui, jusqu'à présent, ne s'est pas mise en faillite, et il est bien certain que l'éclectisme révolutionnaire de Monatte, qui veut recenser les nouvelles forces et les mouvements sains, s'il est excellent pour juger les hommes et inventorier les époques, ne peut nous suffire comme doctrine. Encore Monatte est-il très près de nous, mais certains de ses amis restent ancrés dans leur syndicalisme révolutionnaire périmé qui nous fait sentir une vraie gêne, en dépit de notre attitude critique et mesurée.

Nous ne pouvons pas faire grand chose ici, où nous voyons peu d'éléments actifs et ouverts, mais nous placerons par-ci par-là quelques *Bulletins* et, par ailleurs, nous nous tenons en rapports avec les camarades de Paris.

L'idée nous est venue de vous soumettre quelques réflexions sur la propagande paysanne (1). Peut-être les lecteurs du *Bulletin* tireront-ils un certain profit de cette ébauche, qui pourrait être suivie d'autres notes sur la même question, lorsque l'occasion s'en présenterait. Nous croyons connaître un peu les paysans de plusieurs régions de France et nous sommes bien souvent agacés par les à peu près et les jugements conventionnels.

*
**

De l'Est, nous recevons une lettre d'un militant connu, que le découragement avait un moment gagné, à la suite des agissements néfastes des « bolchévisateurs », et auquel le *Bulletin* donne des raisons d'attendre, pour le Parti et le mouvement communistes, des jours meilleurs.

Ce soir, en rentrant, j'ai trouvé dans mon courrier le *Bulletin Communiste*. Je ne saurais bien exprimer le sentiment qui fut mien en retrouvant

(1) Voir cet article d'autre part.

cette physionomie aimée et connue, ce visage du B. C. des belles années. Emotion et joie.

Je me suis senti rajeuni d'un seul coup, reporté en arrière, en un temps où semblait naître dans ce pays un vrai parti de communistes ; si seulement ces deux ans qui viennent de s'écouler pouvaient ne pas avoir été, ces deux ans pendant lesquels nous avons vu fondre, s'abîmer, se déshonorer autant que se ridiculiser notre belle Section française de l'Internationale.

Il y a longtemps que j'ai fait mienne, plus complètement que vous, la fière devise du Taciturne. Si je n'ai plus besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer, cela est bon quand même de pouvoir se dire qu'après des jours et des jours d'isolement, de piétinement, on va repartir de l'avant — avec les siens.

Séparé matériellement du P. C. au milieu de 1922, j'en ai quelque temps encore vécu la meilleure vie ; puis le grand vent de folie s'est mis à souffler. Les bolchévisateurs ont si bien tout ravagé, que lorsque j'ai été à même de reprendre ma place dans les organisations, je n'ai plus rien reconnu, ni compris. Incapable d'appartenir à « un parti de nuques baissées », je me suis momentanément mis à l'écart.

Tôt ou tard j'apporterai tout ce que j'ai accumulé d'expérience, d'observation et d'études pendant ces longs mois de solitude morale ; car, pas

un instant je n'ai cessé de travailler longuement patiemment, profondément « la matière communiste ».

Il y a de ces certitudes qui dispensent précisément d'espérer. La résurrection du Parti est fatale. Plus forts, plus convaincants que les meilleurs arguments et que la plus généreuse et ardente propagande, *les faits* s'imposeront aux communistes encore embrigadés sous la houlette des néo-léninistes. Du moins aux communistes honnêtes et conscients.

Le *Bulletin Communiste* renaît, avant-garde toujours. Le reste suivra, malgré les criaileries.

Comptez donc sur moi, mon cher Souvarine. Les fins de mois sont laborieuses et je regrette de ne pouvoir vous adresser 100 francs d'un coup. Vous trouverez ci-joint un acompte de 20 francs, sur lequel vous pouvez imputer trois mois d'abonnement.

Excusez mon griffonnage. J'écris mal parce que vous m'avez mis de la joie au cœur. Ce *Bulletin Communiste*, ce langage, nous les attendions depuis bien des semaines, pour nous rallier, nous qui n'avons pu supporter l'indigeste lecture des *Cahiers du Bolchévisme* et l'infâme comédie de la bolchévisation intégrale.

Grâce à vous, il y a du nouveau, un nouveau dont je vous sais un gré très grand.

Excès de zèle

L'*Humanité* a bien voulu tenir compte de l'observation du *Bulletin* et s'est décidée à publier un portrait authentique de Frounzé, mais elle s'est gardée de présenter ses excuses aux lecteurs : pas de ces préjugés petit-bourgeois.

La personne de Frounzé était totalement ignorée des rédacteurs de l'*Humanité* comme de la plupart des membres du Parti, et son nom même était inconnu de la grande majorité du Comité central. Cela n'a pas empêché *l'Humanité* de raconter des choses stupides, d'attiser de servitude, à l'occasion de cette mort, improvisant un couplet sur le disparu qu'elle ignorait, sur une douleur du prolétariat international, alors que le défunt n'était connu qu'en Russie, et sur le rôle démesuré de Frounzé, lequel, à lui tout seul, aurait jeté à la mer l'armée de Wrangel.

(Et les milliers de pauvres bougres fauchés à Pérékop, ils n'ont pas pris part à la libération de la Crimée ?)

Mais le plus intéressant est un petit article paru le 3 novembre, par les « responsables » (que serait-ce s'ils étaient irresponsables ?) des « rayons et sous-rayons » (dans les sous-rayons, il doit y avoir des sous-responsables) de la région parisienne : il y est question de la « vieille garde », dont ils font sans doute partie, et du bolchevik « qui a su, aux côtés de Lénine, conduire le prolétariat et les paysans russes à la victoire ». On a ait pris la mauvaise habitude d'associer les noms de Lénine et de Trotsky ; il faudra dire désormais : Lénine et Frounzé, sous peine d'avoir affaire aux « responsables ».

Mais l'*Humanité*, qui n'en rate pas une, nous réservait pour le lendemain une autre des siennes : la fausse nouvelle de la nomination d'Ounchlikht comme successeur de Frounzé. Un communiste tant soit peu au courant des choses russes savait bien que cette nouvelle était fausse. Mais à l'*Humanité*, on n'a plus ce scrupule petit-bourgeois : la véracité de l'information.

Il a bien fallu, ensuite, annoncer la désignation de Vorochilov et de Larhévitsh. Ces deux noms-là, les tard-venus du léninisme de 1925 les lisent pour la première fois : cela ne les empêchera pas de proclamer demain que le prolétariat mondial est dans l'allégresse et la rafale de Vorochilov.

Jusques à quand cette hypocrisie sera-t-elle honorée comme « responsable » dans le mouvement communiste ?

Avis important

Actuellement, une quinzaine de camarades nous prennent chaque semaine un paquet de *Bulletins* et se chargent de les diffuser.

Ce n'est pas suffisant. Il nous faudrait trouver une trentaine de volontaires pour la région parisienne et une vingtaine pour les principaux centres ouvriers de province. Les numéros ainsi vendus, s'ajoutant à ceux des kiosques et des abonnés, nous assureraient un tirage suffisant pour tenir le coup.

Notre arbitrage est modeste. Nous invitons les militants actifs à passer au *Bulletin*, entre 5 heures et 8 heures du soir, pour prendre leur paquet de bulletins.

Nos abonnés de province susceptibles de répartir qui 5, qui 10 ou 20 numéros chaque semaine parmi leurs camarades, sont priés de se faire connaître.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 123, rue Montmartre, Paris.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.